

Notes sur l'influence étrangère sur les événements de septembre 1790 dans le Bas-Valais.

Quelques-uns de nos historiens fixent comme cause et origine de la révolution et de l'émancipation du Bas-Valais, le geste de protestation brutal, mais combien excusable de Pierre-Maurice, dit le Gros Bellet, sur la personne du gouverneur Schiner le 8 septembre 1790 et l'expulsion de ce dernier, suivie du sac du château de Monthey, par des paysans surexcités.

A la vérité, cet incident, loin d'être spontané et personnel, était fatal et annoncé par des symptômes, sur la nature desquels on ne pouvait se tromper. Le mécontentement produit par l'établissement d'une ferme des tabacs en 1769 n'avait fait que s'accroître, alimenté, attisé par les procédés arbitraires des derniers gouverneurs Augustini, Theiler et Schiner. L'exaspération était générale et n'attendait qu'un prétexte pour éclater; le souverain le savait si bien que la diète de mai 1790 discuta des moyens de mettre un terme aux abus des représentants du Haut-Valais. Un témoin impartial et d'autant plus digne de foi qu'il appartenait au clan dominant, le colonel Ferdinand de Rovéréa, avoue dans ses *Mémoires* (1848) : « Il devait être aisé de porter ce peuple à se soustraire par la violence à une pareille oppression. »

L'abbé P. Kämpfen qui décrit la période 1790-1798 d'après les notes du chanoine Carrupt écrit textuellement : « Quand l'injustice et l'arrogance foulent au pieds sans scrupule les droits sacrés de l'homme et qu'il est livré à lui-même pour améliorer un sort immérité, la résistance n'est plus seulement permise, mais devient un devoir sacré. »

Écoutons enfin le témoignage d'un contemporain qui vécut ces événements, l'abbé Clément : « Toutes les oreilles du public, même entre les personnes circonspectes et les plus réservées, ne retentissaient plus depuis longtemps que des injustices criantes et des plus atroces dont nous sommes les tristes spectateurs et les victimes, injustices si noires et si révoltantes que la patience du peuple fut poussée à bout. »¹

Les commentaires, manuscrits également, du notaire Guerratti respirent une indignation, un ressentiment tels que je renonce à les reproduire, car il ne faut pas perdre de vue que les abus de pouvoir dans le gouvernement de Monthey étaient d'autant plus criants que cette population n'avait pas été conquise, mais s'était spontanément mise sous la protection des Hauts Dixains qui en avaient garanti les privilèges et franchises. Provoqués par des motifs analogues, des soulèvements populaires avaient

¹ Abbé Clément, vicaire du Val d'Illiez: *Notes sur les gouverneurs de Monthey*, (manuscrit à l'Abbaye de St-Maurice).

déjà éclaté dans plusieurs cantons suisses, mais, isolés et mal organisés, ces mouvements avaient tourné à la confusion de leurs auteurs et contribué à empirer leur pitoyable sort. Ces exemples malheureux n'étaient pas de nature à engager les Bas-Valaisans à les imiter, d'autant plus que les souverains se prêtaient une mutuelle assistance dans la répression des tentatives d'insurrection.²

Mais les conditions changèrent du tout au tout pour les sujets quand, tel un coup de tonnerre, la Révolution ébranla la France. Les relations avec celle-ci, de voisinage à part, étaient trop étroites, resserrées encore par la récente alliance de 1777, pour que des événements de la portée de la prise de la Bastille, de l'abolition des privilèges féodaux, de la proclamation des droits de l'homme, etc., n'eussent dans les baillages de Suisse et du Valais une répercussion immédiate : l'heure de la délivrance d'un joug devenu intolérable allait sonner et les cœurs s'ouvraient à l'espoir et à la confiance.

De leur côté, les révolutionnaires français avec la fougue qui anime les néophytes de partout et de toujours — eux-mêmes ne s'inspiraient-ils pas des Américains ? — ne voulaient pas monopoliser le bénéfice de leurs conquêtes. Un besoin naturel de prosélytisme les poussait à répandre dans les pays voisins, en Suisse en particulier, dont les soldats constituaient pour le trône royal un rempart aussi solide que redoutable, les principes et les revendications de la démocratie.³ Ces propagandistes trouvaient à foison des arguments dans le régime subi par les sujets.

C'est au sein des clubs que se concentrait leur activité : Clubs des Jacobins,⁴ de la Propagande, des Amis de la Constitution, etc. Celui de la Propagande avait, par exemple, pour programme « non seulement de consolider la révolution en France, mais de l'introduire chez les autres peuples de l'Europe et de culbuter tous les gouvernements. »⁵ L'un des premiers et des plus turbulents fut le *Club helvétique* ou Société des Patriotes suisses, fondé

² C'est avec le concours des troupes bernoises que Fribourg, par exemple, étouffe le soulèvement de 1781.

³ « Bien que l'intérêt que nous avons à sauvegarder la neutralité de la Suisse, nous ait empêchés de l'occuper avant 1797, on peut dire que l'invasion commença dès 1789, grâce aux nombreux émissaires révolutionnaires qui allèrent y prêcher le nouvel évangile. » Gantherol, *Les Relations franco-helvétiques*.

⁴ « Les chefs des Jacobins partagèrent les intérêts des patriotes suisses. L'abbé Grégoire, selon toute vraisemblance, leur donnait des conseils en disant que sous peu on aurait une révolution en Suisse » (Stern, *loc. cit.*).

⁵ Extrait d'un rapport d'un espion (Manuel du Conseil secret de Berne) : « Je suis chargé de vous prévenir que le *Club de la Propagande* porte tous ses efforts pour propager et faire germer ses principes en Suisse. Je suis sûr que l'abbé Grégoire a su que ses efforts avaient été vains pour faire goûter sa doctrine à la Suède et à la Suisse, mais qu'enfin il avait trouvé moyen de la faire réussir en introduisant des émissaires dont il était sûr et il s'est vanté des succès infaillibles qu'il aurait chez ces deux puissances. »

à Paris dès 1789⁶ par une poignée de réfugiés et proscrits fribourgeois auxquels se rallièrent quelques Genevois et Vaudois. « On peut dire, que le véritable et presque le seul agent de la révolution dans les cantons fut l'association jacobine formée à Paris sous le nom de *Club des Patriotes Suisses*, Nous avons retrouvé sa main partout où se produisirent des troubles. »⁷ Je n'ai repéré qu'un unique nom de Valaisan dans le registre de ses délibérations, celui d'un Montheysan, Frédéric Pottier, fourrier aux Cent-Suisses de Monsieur. Un de ses principaux membres, le Fribourgeois Rouiller, avait dressé un plan de révolution de la Suisse. Voici du reste la formule du serment qui devait être prêté par chaque récipiendaire :

« Nous, soussignés, réunis sous le nom de Club des Patriotes Suisse résidents (*sic*) en France, jurons de faire tous nos efforts pour que notre patrie recouvre sa liberté selon ses constitutions primitives et selon le droit naturel, sans que ni les récompenses, ni les menaces, ni les persécutions puissent jamais nous faire embrasser un parti contraire.

» Nous jurons de ne nous point trahir, d'être inviolablement unis, de soutenir de tout notre pouvoir ceux qui se seront exposés pour le salut de la patrie, et de ne jamais les abandonner. Nous jurons en outre d'être attachés à la nation française, à la loi et à son roi avec cette fidélité qui a toujours distingué notre nation. »

Le but principal du club restait, selon un discours de l'avocat Piton de Lausanne, prononcé à la séance du 8 août 1790 « de faire une révolution en Suisse. » Il s'efforça d'amener à ses vues les soldats des régiments suisses et surtout ceux du régiment de la garde.⁸

Le 22 août, le comité du club helvétique annonçait triomphalement qu'il pouvait compter sur 80 Suisses, parmi lesquels de nombreux soldats, pour répandre les nouvelles doctrines dans les cantons. Ils devaient se mettre en route dès qu'ils auraient atteint le nombre de 200 et que les pamphlets auraient produit leur effet. Il comptait exploiter le malaise qui régnait parmi les officiers des pays sujets, parce que leur avancement en grade se basait

⁶ D'après Cart, mais ce n'est que le 6 juin 1790 que commence le registre des délibérations. Les statuts datent de la fin de cette année.

Mallet-Dupan prétend dans son *Essai historique sur la destruction de la Ligue et de la Liberté helvétique*, que le Club helvétique existait depuis 1789 et qu'il était affilié au club constitutionnel, au club des Jacobins et à celui de Dijon.

⁷ Gantherol, *loc. cit.*

⁸ Le Club helvétique espérait gagner beaucoup d'adhérents parmi les militaires suisses au service de la France, mais d'après Stern, les soldats opposaient aux provocations et aux séductions du club une résistance inattendue. Ils assistaient peu aux séances, quoiqu'après la réorganisation de l'armée française (printemps 1791), les soldats eussent reçu l'autorisation d'assister aux délibérations des clubs politiques ; mais ils profitèrent très peu de la permission.

beaucoup plus sur les protections et les recommandations que sur les capacités, les mérites ou l'ancienneté.⁹

Un certain nombre d'entr'eux¹⁰ dont le nom semblait une garantie de loyalisme, s'aggrégèrent au Club de Cambrais des *Amis de la Constitution*. Ils se prévalaient de l'autorisation du colonel d'Affry et de l'Assemblée nationale, sanctionnée par Louis XVI lui-même (1-8 mai 1790). Invités par la Diète à y renoncer (octobre 1790), la plupart se soumirent en protestant de leur fidélité à leur patrie et à la monarchie et en déclarant que les clubs *patriotiques* n'avaient pas de relations avec le club helvétique.¹¹ Léopold de Nucé, de Vouvry, Emmanuel de Rivaz, de St-Gingolph, persistèrent, en dépit des sanctions prononcées contre les réfractaires à l'ordre de la Diète : expulsion perpétuelle du territoire helvétique et confiscation de leurs biens ; et se rallièrent ostensiblement à la Révolution. Il est hors de doute que le premier tout au moins, un exalté, ne manqua pas d'endoctriner ses compatriotes civils et militaires. D'autres : Gaspard-Benjamin Nucé, Pierre-Louis Nicolas Odet, Joseph-Bernard Vantéry, Jean-Michel Nantermod, etc., ex-officiers du Régiment de Courten, renvoyèrent les croix et brevets qu'ils tenaient du « cy-devant Roy ».

Un bureau spécial de correspondance, assuré par le club helvétique, avec l'appui du club des Jacobins, se chargeait d'introduire en Suisse les matériaux de propagande : libelles, adresses, journaux. Il élaborait une nouvelle constitution de la Suisse et une proclamation fut envoyée aux cantons « pour les préparer à la nouvelle Consittution. » Loin de les décourager, les inter-

⁹ Il se trouve même le nom de de Courten parmi les signataires d'une protestation des officiers de la garde aux gouvernements cantonaux au sujet du népotisme qui entachait les nominations d'officiers. (C. Morel, *loc. cit.*)

¹⁰ Quartéry, Devantéry, Odet, Gard, Cocatrix, Debons, Jost, Ruby, De Lavallaz, Louis Preux, Schiner, Denucé, Dufay, Henri Preux, Joris ; remarquons que les nobles avaient renoncé à la particule.

¹¹ D'après le protocole du Club Helvétique, il appert pourtant qu'il était en relations avec avec les *Amis de la Constitution* du Mont Jura, à Long-le-Saunier, à Clermont-Ferrand et à Pontarlier. Il comptait sur leur concours pour renverser les despotes de la Suisse et procurer la liberté au peuple.

Ces rapports sont confirmés aussi par Carl Murell : *Die Schweizerregimenter in Frankreich, 1789-1792*.

« C'est dans les clubs que furent forgés les rails sur lesquels la révolution débutante devait trouver une avance facile. Et c'est le principal levier de la révolution, le club des Jacobins, qui, comme dans la France entière, fonda dans tous les régiments capitulés des filiales. Dans la plupart de ces régiments se trouvaient des comités parfaitement organisés, au sein desquels les questions à l'ordre du jour étaient discutées dans un sens jacobin, et là où il n'en existait pas, on avait permis aux soldats de fréquenter les sociétés affiliées des *Amis de la Constitution*, là où il en existaient. Cela eut comme conséquence naturelle que l'esprit révolutionnaire s'infiltra dans l'armée peu à peu, si bien que la base de la puissance d'une armée, la subordination, disparut de la plupart des régiments » et ailleurs : « les *Amis de la Constitution* était la désignation officielle primitive des clubs des Jacobins. »

dictions et menaces de LL. EE. de Berne, de Fribourg, du Valais, fouettaient le zèle des expéditeurs et la curiosité des destinataires.

Parmi les imprimés sortis de cette officine et d'autres analogues, signa-
lons, outre le projet de constitution :

Une Lettre aux communes des villes, bourgs et villages de la Suisse et de ses alliés ou l'aristocratie suisse dévoilée (16 août 1790).¹²

Un discours prononcé au Comité de la Propagande par M. Duport, le 21 mai 1790.

Une adresse de la Société des *Amis de la Constitution*, de Dijon (10 juillet 1790).

Une adresse de la Société des *Amis* de St-Claude aux patriotes suisses, valaisans, savoyard et genevois, etc.

La diète cantonale de décembre 1790 prononçait une amende de 60 livres contre quiconque introduirait, distribuerait ou recèlerait de ces *libelles*.

Aussi ces appels sont-ils devenus quasi introuvables (les souverains firent brûler par le bourreau tous les exemplaires qu'ils purent saisir); on peut juger de leur multitude par cette remarque de Mirabeau, sollicité de prêter un appui effectif à la révolution au sein de la Confédération, « qu'il n'en voulait rien savoir et qu'il blâmait même les patriotes de nuire aux bonnes relations de la France et de la Suisse en *inondant ce pays de décrets révolutionnaires et de feuilles séditieuses*. »

Des journaux pénétraient subrepticement dans la vallée du Rhône. Des exemplaires du *Mercure National*, de la *Gazette Nationale*, de l'*Ami du Peuple*, du *Patriote français*, du *Père Duchesne* étaient distribués sous main par des colporteurs ou des voyageurs qui devaient faire assaut de prudence et d'astuce pour n'être pas surpris. Des émissaires des clubs et des agents français, se prétendant savoyards, préparaient les esprits à l'imminente entrée en scène.

Rappelons à ce propos que le commerce et l'artisanat locaux à Monthey

¹² Cette lettre signée de trois Fribourgeois, Chaperon, Conus et Gremion, secrétaire, s'adressait avant tout à leurs compatriotes fribourgeois, sans toutefois négliger les Confédérés et alliés :

« Suisses des villes et des campagnes, Suisses allemands et romands, catholiques et non catholiques, imitez les Français ; unissez-vous comme des frères et montrez à l'univers entier que, quand il s'agit de la cause commune, vous savez marcher sur les traces de vos valeureux ancêtres et défendre avec le même courage l'héritage précieux de la liberté qu'ils vous acquièrent au prix de leur sang et que vous ne pouvez laisser perdre sans compromettre et votre gloire et votre bonheur.

» La régénération de ce bonheur public ne rencontrera pas en Suisse les mêmes obstacles qu'en France...

» Chez nous, pour être heureux, que s'agit-il de faire ? arracher à une poignée de magistrats usurpateurs la puissance dont ils abusent, secouer le joug onéreux et avilissant qu'ils nous imposent, réclamer nos lois et notre constitution, qu'ils défigurent. Voilà notre ouvrage. »

St-Maurice et Martigny étaient alors presque exclusivement dans les mains d'étrangers. Un Louis Robriquet, entr'autres, établi chapelier à Monthey, donna bien du fil à retordre aux autorités valaisannes par ses louches intrigues.

Les archives de Monthey sont d'une indigence déplorable sur la période 1790-1791. Par contre, dans les protocoles du conseil de St-Maurice, j'ai découvert ce passage suggestif : « Séance du 14 avril 1790. M. le châtelain y ayant exposé que M. le Résident (français) s'opposait à l'expulsion des Français venus ici sans attestation de bonne conduite ou se conduisant mal, et prétendait qu'en vertu des traités entre la France et notre souverain Etat tous les Français avaient droit de se faire recevoir ici sans objection, le Conseil a délibéré et décidé que, le droit de police appartenant au Conseil, c'était à lui de voir quels habitants il lui convenait de recevoir ou de refuser et que M. le Résident ne devait pas se mêler de cette police. »

Il y avait de l'électricité dans l'air, car ce même printemps, le Conseil décidait l'établissement d'un agent de police ainsi que la reconstruction des potences.

Jusque dans les salons patriciens régnait une atmosphère favorable aux idées libérales. Il est vrai que la Révolution française ne s'était pas encore souillée par les excès et les atrocités qu'elle commit par la suite. Pierre-Joseph de Riedmatten, à Sion, Jacques de Quartéry, à St-Maurice, les notaires Guillaume Guerratti et Jean de Vantéry, à Monthey, d'autres encore, rompirent avec un empressement presque excessif avec les traditions familiales pour adopter, à l'instar de la noblesse vaudoise, les nouvelles théories d'Outre-Jura. Mais rien ne prouve que cette attitude ne fût dictée par le snobisme ou l'opportunisme plutôt que par une conviction raisonnée.

Ces facteurs réunis devaient produire leur effet. Dès le printemps de 1790 on parlait ouvertement dans le Bas-Valais d'un prochain changement de régime, mais les avis divergeaient. Les uns, les modérés, se seraient contentés de la suppression des gouverneurs et de l'octroi d'un code pénal modelé sur le coutumier d'Aigle ; les autres proposaient une union avec le Haut-Valais sur le pied d'une quasi égalité ; ceux qui prêtaient volontiers l'oreille aux suggestions du dehors, ne désiraient ni plus ni moins que le rattachement soit à Berne, soit surtout à la France.¹³

Le pays de Vaud était plus travaillé encore que le Bas-Valais par les apôtres jacobins et autres ; on s'attendait généralement à ce que l'explosion partît de là ; ces prévisions ne se réalisèrent pas ; c'est bel et bien le Bas-Valais qui prit l'initiative des manifestations hostiles au régime en vigueur.

En août 1790, à Martigny, une centaine d'hommes armés exigèrent des

¹³ L'agitateur vaudois Jean-Jacques Cart avait formé le plan d'une république qui, sous le protectorat français, aurait englobé la Savoie, Genève, le Bas-Valais et Vaud. (Lettres à Frédéric-César de la Harpe).

préposés à la commune la justification de 60.000 florins et revendiquèrent l'ancien droit d'élire eux-mêmes le châtelain, sans l'intervention de la Diète. Le grand-baillif Sigristen leur donna satisfaction.

A Liddes, il se produisit une révolte ouverte contre le curé, le chanoine Murith, à propos d'une prestation qu'on voulait abolir ; Orsières et Sembrancher sont à leur tour le théâtre de scènes de désordre, fomentées par des émissaires venus de Monthey.

Dans le courant du même mois d'août, à St-Maurice, pendant la nuit, une vingtaine d'individus tirent à balles contre le château, résidence de l'impopulaire gouverneur Dallèves.¹⁴

Pour avoir souvent été décrite par le menu, je n'ai pas à m'appesantir sur l'échauffourée du 8 septembre, à Monthey, et dont le gros Bellet et le gros Durier furent les héros. L'ingérence étrangère est démontrée par la participation de nombreux Savoyards¹⁵ — à l'instar de la France, la Savoie était dotée d'un club dit de *Propagande des Alpes* qui s'appliquait à vulgariser l'idée d'annexion à la France — et par l'étalage des emblèmes révolutionnaires aussitôt après la fuite du gouverneur Schiner : cocardes tricolores — même le curé de Monthey, Villa, dut en orner son tricorne — arbre de la liberté, sans oublier l'accolade et le serment civiques.¹⁶

Il est curieux de constater que c'est St-Maurice, la ville abbatiale et patricienne, qui dressa en Valais le premier arbre de Liberté.

Les émissaires des clubs crurent mettre à profit l'agitation du Bas-Valais pour la communiquer au baillage d'Aigle. Le bruit courait même que les mécontents des deux rives uniraient leurs efforts pour tenter un coup de main sur le château de Chillon et s'y emparer de l'artillerie. Exactement renseignées, — n'avaient-elles pas à Monthey même comme espion un prêtre

¹⁴ Le gouverneur Dallèves quitta St-Maurice le 9 septembre avec autant de précipitation que Schiner avait quitté Monthey la veille.

¹⁵ Une lettre de l'ambassadeur de Vérac à Montmorin (17 novembre 1790) précise que les jacobins de trois villages de la Savoie ont soutenus les communautés du Bas-Valais dans leur marche sur St-Maurice. Je crois qu'il y a une confusion entre marche sur Saint-Maurice et assaut du château de Monthey.

¹⁶ Rappelons que ces événements suivaient de très près l'insurrection du régiment de Châteaueux (Nancy, 10 août-4 septembre) et sa sanglante répression.

Le 6 septembre les prétendus députés de la nation helvétique, admis à l'Assemblée nationale, envoient une note en Suisse exposant « les griefs d'un peuple qui, par abus n'est plus libre que de nom ». Ce peuple doit reconquérir sa liberté et la France approuvera un dessein qui a « pour base la sagesse de ses principes. » (Archives du Ministère des affaires étrangères, N° 80).

D'une proclamation de Berne (15 septembre 1790) :

La Société des Suisses patriotes cherche à susciter dans tous les cantons par une foule d'écrits la révolte et toutes les horreurs qui en sont les suites. »

Durant le mois d'août des manifestations séditieuses avaient éclaté sur plusieurs points de la Savoie ; à Thonon, entr'autres, par crainte de la répression, les plus compromis passèrent la frontière de la Suisse et du Valais.

savoyard rémunéré par Tschiffeli, directeur des Salines ?¹⁷ — LL. EE. dépêchèrent sur les lieux le sénateur Fischer et le colonel de Wattenwille, pour assister le bailli d'Aigle, colonel de Diesbach et mirent à leur disposition un corps de troupes échelonné du pont de St-Maurice au château de Chillon ; des mesures sérieuses étaient prises contre les menées du club suisse ; le 11 septembre 1790, le Conseil de Berne déclarait coupable de haute trahison les sujets qui en faisaient partie, défendait l'entrée du pays à tous les autres, comme ennemis de la patrie et perturbateurs du repos public, envoyait copie du décret au ministre et au commandant d'Affry, et proposait à tous les cantons d'écrire au roi pour se plaindre de la tolérance dont le club bénéficiait.

Ouvrètement ou discrètement, les suppôts des clubs n'en continuèrent pas moins leur besogne. L'un d'eux répandit un manifeste qui fit plus de bruit que de mal. En voici le curieux texte, attribué par le colporteur à un officier anglais et par l'abbé Clément à un officier vaudois :

« Braves et courageux Valaisans ! vous n'avez fait que la moitié de votre affaire en chassant ces gouverneurs cruels qui vous enlevaient tout votre bien par ces amendes injustes et par des vexations. Unissez-vous tous ensemble et soyez d'accord pour profiter de votre liberté. Soyez décidés à donner votre vie et vos biens pour conserver l'avantage que votre courage vient d'acquérir, songez que votre force dépendra de votre bonne intelligence et si vous êtes de la même bonne volonté, vous réussirez à obtenir un sort heureux pour le reste de votre vie et pour vos enfants. Lisez donc cette instruction qui vous est donnée par un ami de la liberté et des hommes.

« D'abord, il faut un signe qui fasse reconnaître tous ceux qui sont décidés à rendre au Bas-Valais sa liberté : ce signe sera la cocarde que tout le monde devra porter.

« Il faudra vous choisir un chef dans le cas où la ville de Sion ou bien la Suisse voudra marcher contre vous. Dans le choix de ce chef, il faut apporter beaucoup de précaution pour vous assurer qu'il ne vous trahira point. Ne cherchez point un homme riche, mais plutôt un ancien soldat qui connaisse la troupe et vous lui obéirez tant qu'il aura votre confiance. Il faut qu'il ait une tête froide et tranquille et un courage reconnu. C'est entre ses mains que vous remettrez votre sort, mais il sera nécessaire de veiller à sa conduite. Faites attention que votre pays ne se trouvait soumis au Haut-Valais que par droit de conquête, ce droit n'est que celui du plus fort. Ainsi donc en ce moment que vous vous trouvez les plus forts, profitez-en. Vous êtes maintenant les égaux du Haut-Valais et voici ce que vous avez à faire. Partagez votre pays en trois dixains, chaque dixain nommera ses députés ou prébendaires. Ces députés réunis formeront une diète semblable à celle de Sion. Cette diète travaillera sur le champ à réformer les abus des amendes

¹⁷ Manuel du Conseil des Deux-Cents, du 21 août 1790.

et des punitions qui vous ont tant fait souffrir. Lorsque cet arrangement sera terminé, vous ferez dire à la diète du Haut-Valais que si elle veut vous accepter comme égaux et non plus comme des esclaves conquis, alors vous leur enverrez à Sion les députés de votre diète. Car ce droit de représentation vous assurera vos autres droits qui consistent : 1° à être reconnus et déclarés égaux en droits au peuple du Haut-Valais; 2° à avoir des représentants du peuple qui plaident en votre faveur; 3° à être chargés vous-mêmes de vos intérêts et de votre police intérieure et comme ceux du Haut-Valais font chez eux, ne voulant plus avoir de gouverneurs; 4° à réformer vous-mêmes les abus qui vous vexent, à établir une bonne police pour ne pas éloigner de chez vous les étrangers et surtout ceux de Vevey, qui sont vos bons amis, vos voisins et pour qui il faut avoir de bonnes manières. Je ne vous cache point que vous aurez de la peine à obtenir ces quatre articles, mais il n'en faut rien rabattre. Votre courage en viendra à bout, si vous restez toujours unis. Eloignez de vous toute espèce de jalousie, vos ennemis vont chercher à vous diviser pour vous rendre plus faibles. Tenez-vous sur vos gardes et persistez jusqu'à ce que vous en soyez venus à bout. La position de vos montagnes vous garantit de toute crainte de la part des étrangers et les habitants de Sion ont eux-mêmes à se plaindre des vexations du conseil de cette ville, ainsi vous trouverez parmi eux des amis, puisqu'ils ont les mêmes sujets de plaintes que vous. Soyez donc modérés envers eux, ne sortez point de votre pays et faites connaître aux Haut-Valaisans qu'en demandant ces quatre articles, vous voulez être leurs frères et rien d'autre. On fera peut-être courir le bruit parmi vous que la Suisse marchera pour vous réduire, ne craignez rien à cet égard, mais n'oubliez point que toute votre force dépend de votre union et surtout arrangez-vous de manière à être un bon nombre de gens armés sous la conduite d'un chef qui méritera votre confiance, afin de pouvoir vous défendre si on vous attaque et pour donner plus de force à vos justes revendications, ne vous séparez point sous aucun prétexte, qu'on vous ait tout accordé. Si les Haut-Valaisans ne veulent point vous admettre à leur diète, eh ! bien, vous formerez un état indépendant dont votre Diète particulière serait le souverain. »

Observons ici que les deux principaux acteurs des scènes du 8 septembre, le gros Bellet et le gros Durier (Jean-Claude) devinrent, leur vengeance satisfaite, des partisans de la modération et de la légalité. Ce furent eux qui le 12 septembre empêchèrent l'incendie du château de Monthey, qui le 14, se rendirent à Vérossaz pour détourner les paysans de leurs sinistres projets sur les Messieurs de St-Maurice, qui, le 15, assistèrent à St-Maurice à une séance des délégués des gouvernements de St-Maurice et de Monthey, qui enfin, le 21, se rendirent à Bex chez le Dr Ricou, pour obtenir de MM. Fischer et Weissenbach, délégués de Berne, leur médiation entre le Haut et le Bas-Valais. Dans le clan des irréductibles, qui exigeaient la suppression des gouverneurs et un bouleversement du régime, figuraient

l'abbé Durier, vicaire et régent à Trois-Torrents, et les cinq frères Rey-Borrachon.

Le jour même, 14 septembre, où le gros Bellet et le gros Durier remplissaient leur mission pacifique à Vérossaz, l'un d'eux, Antoine, maréchal, se rendit à Vevey auprès du comte de Perrigny, auteur présumé du projet de réorganisation du Bas-Valais.

C'est un personnage troublant et qui n'avait rien d'un Lafayette que ce fils de famille qui s'immisçait, on ne sait à quel titre, dans le ménage valaisan. Était-il vraiment, comme il l'avoua, un émissaire des Clubs des Jacobins ou de la Propagande, ou un vulgaire aventurier en quête d'un coup lucratif ?¹⁸ qui l'avait mis au courant des conditions du Bas-Valais ? le capitaine de Nucé, le fourrier Pottier ? mystère. Quoiqu'il en soit, il se présenta à Val d'Illiez en compagnie d'Antoine Rey peu de jours après leur entrevue à Vevey. L'abbé Clément relate par le menu les circonstances de cette visite tragi-comique.

Descendu chez le marchand Medico, dont la maison rasée peu après se trouvait sur la place, il fit mander le gros Rey-Bellet et le gros Durier ; le premier était absent. La conversation s'engagea avec le second en présence d'Antoine Rey. L'étranger se présenta et exposa l'objet de sa visite. Il ne s'agissait plus seulement d'un plan de régénération du Bas-Valais, mais bien d'une véritable insurrection avec des accessoires dignes de la Terreur. Il fallait lever la milice, dont il aurait pris le commandement et dont l'entretien aurait été mis à la charge de certains bourgeois et de certains établissements. En cas de refus, leurs maisons auraient été incendiées ; c'aurait été le cas pour celles d'Ignace Exhenry, gros propriétaire de Champéry, du capitaine de Vantéry, de Monthey, et même de l'abbaye de St-Maurice, dont l'abbé était oncle du gouverneur Schiner. Cette menace, les frères Rey étaient prêts à l'exécuter.

Mais l'étranger avait compté sans son hôte. A l'ouïe de pareilles propositions, le gros Durier le traite de coquin, de scélérat, de brigand et l'engage à évacuer immédiatement les lieux, faute de quoi il l'attacherait à la queue de son cheval et le conduirait devant le capitaine de Vantéry, qui venait d'être nommé juge du gouvernement de Monthey. Joignant le geste à la parole, il va chercher son cheval ; et constatant que Perrigny n'a pas déguerpi, il sort une corde de sa poche et s'apprête à le lier. Tremblant d'être pendu et jugeant à la comparaison de leurs tailles que toute résistance est inutile, le pauvre officier prend ses jambes à son cou dans la direction de la plaine. On ne le revit plus au Val d'Illiez. Pour son exploit, le gros Durier

¹⁸ Je ne serais pas surpris que les papiers d'identité dont il était porteur, étaient faux et qu'il s'était affublé, pour les besoins de la cause, du nom d'un honorable officier de la marine française, mort en 1757 dans un combat naval contre les Anglais.

reçut du souverain une lettre de remerciements et une gratification de huit louis d'or, soit 128 francs.

A l'annonce de l'intervention bernoise, les insurgés supprimèrent dès la première sommation les insignes séditieux et dénoncèrent les instigateurs des troubles. Perrigny aurait dû être livré aux autorités valaisannes, mais celles-ci s'en référèrent pour le juger au gouvernement bernois.

C'est le 4 octobre, après son retour à Vevey, qu'il fut arrêté. Le sénateur Fischer, député de LL. EE. à Bex, le soupçonnant d'être un émissaire des clubs, le signala au bailli de Wattenwyl qui le fit conduire sous bonne escorte à Chillon et le dépouilla de ses papiers. On retrouva dans ceux-ci une relation plus ou moins exacte des événements de Vaud et du Bas-Valais, adressée à plusieurs personnes à Paris. Un cahier manuscrit, illustré de dessins polissons, fournissait des détails suggestifs sur sa vie privée. Il s'appelait de son vrai nom (?) Jean-Baptiste-Anne Charlemagne de Taillen, comte de Perrigny, lieutenant de vaisseau, fils de M. de Perrigny, député de Saint-Domingue à l'Assemblée nationale. En réalité, cet évangélisateur du Bas-Valais était un mauvais sujet qui avait causé beaucoup de chagrin à son père. Il avait quitté la marine dans l'intention de passer en Russie; il changea d'idée et s'engagea dans la flottille du prince de Nassau, mais au moment qu'elle allait prendre la mer, il la quitta pour se rendre à Bruxelles, où il se maria; sa femme l'abandonna et il obtint de son beau-père une pension de 12.000 livres.

Le 18 octobre, il fut transporté de Chillon à Berne, où il fut bien traité. Son procès s'instruisait devant le Conseil des Deux Cents. Pour son *Avis aux Valaisans* et sa course dans le Bas-Valais, il était inculpé de haute trahison. Il nia d'abord avoir contribué à composer, à imprimer et répandre le dit avis, mais prétendit que, s'étant trouvé par hasard présent au récit de l'émeute du 8 septembre, fait par un paysan, il lui donna des conseils de fermeté, d'union et de modération. C'est sur son désir qu'il aurait couché ses idées par écrit.

Il fut condamné le 17 janvier 1791 à être banni à perpétuité du canton de Berne et du territoire helvétique. Conformément aux traités, le dossier et le jugement furent communiqués aux Valaisans, qui, tenant à s'éviter les frais et les ennuis d'une instruction contre un étranger de marque, se déclarèrent satisfaits de la sentence bernoise et se contentèrent d'y ajouter que si le coupable s'avisait d'aller en Valais, «il serait saisi pour son procès lui être fait.»

Et au commencement de février, le comte de Perrigny quitta Berne, après qu'on lui eût rendu ses effets et l'argent qu'il avait sur lui lors de son arrestation. On lui fit grâce des frais qu'il aurait dû payer et dont la liste lui fut simplement remise.

La justice de Berne fut moins indulgente à l'égard de deux Vaudois, Georges-Albert Müller, seigneur de la Mothe, et du capitaine Rosset, acquis aux théories révolutionnaires et tous deux affiliés au club de Pontarlier.

Dès le début des troubles, ils furent signalés dans les gouvernements d'Aigle et de St-Maurice. Le premier surtout se compromit par la distribution de cocardes et de boutons portant cette inscription : « Vivre libre ou mourir », et pour avoir reçu de Fréd.-César de la Harpe un plan de réorganisation du Pays de Vaud. Après l'émeute de Monthey, il se rendit à Bex et dans le Bas-Valais et d'Erlach, bailli de Lausanne, ordonna de surveiller ses allées et venues. Comme Perrigny, il fut arrêté et enfermé à Chillon. Son procès s'ouvrit à Berne à cause de « ses relations avec les clubs révolutionnaires de France, du Valais et de Fribourg ».

Müller rédigea un mémoire justificatif où il affirme n'avoir fait en septembre 1790 qu'une seule apparition à St-Maurice pour exhorter les « messieurs » à ne point s'écarter de la légalité, mais à formuler leurs griefs sous une forme soumise et respectueuse. Le Conseil des Deux-Cents ne fut pas dupe de cette interprétation, ayant lui-même envoyé sur place deux de ses membres pour remplir ce rôle conciliateur et Müller et Rosset furent condamnés à 25 ans de cellule à la forteresse d'Aarberg en Argovie, d'où ils réussirent à s'évader au bout de quelques mois. Six ans après, Müller était gouverneur de Chillon.

Certains historiens attribuent à la franc-maçonnerie une influence considérable dans les événements de 1790. A tort, à mon avis, en ce qui concerne le Valais. Il en fut autrement plus tard avec le résident Mangourit, pendant l'occupation française (1798-1802). L'incertitude sur la présence de membres de sociétés occultes en Valais est démontrée par la forme conditionnelle de cette ordonnance de la Diète : « S'il y avait dans la Patrie des Francs-Maçons (*sic*) qui fussent reconnus tels, ils compromettraient leur honneur et perdraient le droit de patriotes ». Or, il n'existe dans les Abscheids, aucune allusion à des condamnations de ce genre. Ce n'est que vers 1803 que Saint-Gingolph abrita une loge internationale dont la durée fut des plus éphémères, la Diète l'ayant supprimée dès sa création. Les archives, qui se trouvaient au galeas de l'Hôtel de la Poste, ont malheureusement disparu lors de la vente de cet immeuble, il y a dix ans.

Le seul franc-maçon avoué qui joua, à ma connaissance, un rôle comme agent de la France en 1790, fut le médecin Chrétien Loye, établi à St-Maurice, lequel par forfanterie avait modifié son patronyme en des Loges ou Desloges. Etudiant à Montpellier, il avait appartenu à la loge d'étudiants — comme probablement aussi son collègue et antagoniste Dr Schiner qui par la suite n'eut pas assez de platitude devant l'envahisseur français — mais les affiliés devaient prêter serment « de ne jamais parler ni directement, ni indirectement contre l'Etat, les lois, les religions et les bonnes mœurs. » Il est du reste notoire que jusqu'à la Révolution française la franc-maçonnerie avait un caractère plutôt mystique et philosophique et qu'elle recrutait ses membres parmi la noblesse, la haute bourgeoisie et même le clergé.

En Suisse, elle s'intéressa, cependant, aux conjurations de Henzi et de

Chenaux. Voici ce qu'en dit au reste un homme au courant de son activité, Paul Maillefer, dans « la Révolution vaudoise » :

« Les cercles, les loges maçonniques étaient des lieux de réunion où l'on pouvait parler sans crainte d'être espionné ni trahi. »

Mais à proximité du Valais n'existaient que la loge la *Réunion*, à Bex, fondée en 1760, de peu d'importance, et celles de Montreux, que fréquentaient volontiers les officiers rentrés du service étranger, et de Vevey, la plus ouverte aux idées d'émancipation politique ; nous ne possédons aucun indice que des Valaisans en firent partie avant 1798 ; ils étaient conscients sans doute des risques qu'ils couraient.

Pour avoir prêché l'évangile révolutionnaire dans le Haut-Valais, Desloges dût comparaître devant la Diète de décembre 1790 ; il protesta aussi de la pureté de ses intentions, sa propagande n'avait, prétendit-il, d'autre but que le rapprochement des cœurs ! Il n'en reçut pas moins une sérieuse réprimande et un avertissement.

Quant aux malheureux Bas-Valaisans qui, constatant que les promesses du souverain n'étaient pas tenues, reprirent pour leur compte en 1791 le projet de Perrigny¹⁹ — fameuse et fabuleuse *conjuración des crochets* — ils payèrent leur imprudence de leur vie et de leurs biens : comme vous le savez, deux furent décapités, trois pendus, deux bannis à perpétuité. L'âme du complot, l'abbé Durier, qui l'année précédente avait déjà tenu un rôle de premier plan et rédigé lui aussi un plan de réorganisation administrative pour les dixains inférieurs, fut incarcéré à Sion, mais réussit à s'échapper de la geôle épiscopale grâce à la complicité, assure-t-on, d'une dame de la haute noblesse.

Si les protocoles (*Manual*) du Conseil des Deux-Cents de Berne éclairèrent sur les agissements des Perrigny, de la Mothe et Müller, rien ne transparaît de la procédure contre les Guillot, Rey, Thormaz et consorts ; une demande en révision n'eût pas de succès quoique le principal témoin à charge, un cordonnier *savoyard*, Jean Villa, se fut rétracté par la suite.

Les Davel, Henzi, Chenaux, De la Harpe furent réhabilités par leurs concitoyens ; promus héros nationaux, ils ont des monuments et ont donné leurs noms à des avenues de ville. Les précurseurs malheureux de l'émancipation du Bas-Valais font aujourd'hui encore figure de criminels : la justesse d'une moralité de la Fontaine est démontrée par l'histoire mieux encore que par la fable.

J.-B. Bertrand.

¹⁹ L'étranger tenta de nouveau de jouer un rôle dans les événements de 1791. En mai 1791, le Club Helvétique de Paris recevait de Genève la nouvelle que les Savoyards préparaient une adresse aux Vaudois, Valaisans et Genevois pour les engager à se rallier à la constitution française et à s'unir à Genève en un petit « empire » (?).

Sources :

- Abbé Clément : Manuscrits.
Chanoine Carrupt : Manuscrits.
Notaire Guerrati : Manuscrits.
Chanoine A. de Rivaz : Manuscrits.
C. Murell : *Unruhen in Unterwallis, 1790.*
C. Murell : *Die Schweizerregimenter in Frankreich, 1789-1790.*
Manuel du Conseil des Deux-Cents de Berne.
P. Maillefer : *Le Pays de Vaud de 1789 à 1791.*
G. Gantherol : *Les Relations franco-helvétiques de 1789 à 1792.*
A. Stern : *Le Club des Patriotes Suisses à Paris, 1790-1791.*
Gazette Française de Berne, 1790-1791.
Gazette Universelle, 1790-1791.
J. Cart : *Le Club Helvétique à Paris, 1790-1791.*
F. de Rovéréa : *Mémoires*, 1er vol. 1848.
G. Tobler : *Das Protokoll des Schweizerklubs in Paris, 1903.*
D. Mornet : *Origines intellectuelles de la Révolution française.*
Abbés Tamini et Délèze : *Histoire du Val d'Illeiz.*
Histoires du Valais, de Kämpfen, Grenat, Ribordy.
Papiers personnels sur régiment de Courten et procès Guillot.
-